



DÉCLARATION DÉBUT DE SÉANCE COMITÉ DU 4 JUILLET 2019

Nous voulons alerter par cette déclaration sur la situation de notre secteur électrique et gazier, que ce soit au niveau du service public dont nos entreprises ont la charge ou de celui des salariés qui s'interrogent sur leur avenir. Les problèmes ne datent pas d'hier. Ils trouvent leur source originelle dans l'ouverture des marchés actée par les gouvernements successifs, qui se sont inscrits dans la volonté européenne de détruire notre service public républicain, à partir du début des années 90.

Trente ans après, nous n'avons toujours pas pu obtenir un examen pluraliste du bilan de cette déréglementation : quelles conséquences sur les citoyens, quelles conséquences sur les salariés et les conditions de travail ? Nous réitérons notre demande d'un tel bilan par l'entremise de ce courrier et nous ne comprendrions pas qu'il nous soit refusé, si ce n'est par crainte d'assumer politiquement son funeste résultat.

Car enfin les plus anciens s'en souviennent. La concurrence était censée faire baisser les prix. Or, la dernière augmentation des prix de l'électricité le démontre encore, la moitié de la hausse des tarifs a eu pour seul objectif de favoriser les concurrents d'EDF, à commencer par le puissant TOTAL.

Un vrai scandale qui montre que le système prévu par la loi NOME est arrivé au paroxysme de cette absurdité totale que FO a toujours combattue ! Parallèlement, les propos de votre Ministre d'État, M. De Rugy, mettant sur le dos des salariés et de l'entreprise d'EDF la responsabilité de cette hausse ont profondément choqué le personnel.

Outre que ces fausses affirmations traduisent une justification politicienne des raisons de cette hausse, cette stigmatisation des salariés, mais aussi d'EDF est indigne d'un Ministre d'État, deuxième dans le rang protocolaire de notre République !

Dans la foulée, le projet de loi énergie-climat a été l'objet de grandes manœuvres visant à affaiblir EDF. La question de l'ARENH (Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique) a en particulier été posée par un amendement de TOTAL qui a été repris par le Gouvernement sous une autre forme.

Le but des concurrents est clair : obtenir un relèvement du plafond de l'ARENH à des conditions identiques, c'est-à-dire avec un prix de l'ARENH inchangé depuis 2012 et donc sans payer le grand carénage ni prendre en compte l'inflation, ceci avec la possibilité de renoncer aux options qu'ils prennent sans pénalités.

Parallèlement, la situation d'EDF n'est pas protégée en cas de baisse des prix de marché de gros. À ce niveau-là, ce n'est même plus de la concurrence « librement faussée », c'est la mise en œuvre de la destruction d'EDF. C'est pourquoi FO rappelle son opposition de principe à l'ARENH et refuse bien entendu tout mécanisme qui dégraderait encore plus la situation d'EDF en augmentant son plafond, sans prendre en compte la réalité des coûts supportés par EDF dans le nucléaire depuis 2012.

Simultanément, FO continue à demander que le Gouvernement refuse toute mise en concurrence dans l'hydraulique, dont le but consiste en fait à offrir cette énergie prolifique au privé. Nous nous félicitons de voir que de plus en plus d'élus de tous bords soutiennent cette cause de Service Public.

Enfin, FO continue à contester les dispositions de la loi énergie-climat sur les centrales à charbon, car elles ne contribuent que très marginalement aux émissions de CO2, elles sont utiles à notre réseau électrique et rien ne garantit que leur fermeture ne serait pas compensée par des importations d'électricité produite à partir de lignite allemand, ô combien plus polluant !

Dans ce contexte, déjà industriellement et socialement tendu, la demande du Gouvernement de voir EDF travailler sur un projet de « restructuration » baptisé « Hercule » suscite de vives réactions chez les personnels qui y perçoivent parfaitement un démantèlement programmé d'EDF.

Maintenir une EDF intégrée alors que celle-ci serait coupée en deux, personne n'y croit. Affirmer que le statut du personnel serait conservé au moment même où le ministre De Rugy s'en prend au tarif agent et donc à notre contrat de travail, tandis qu'un projet de destruction de notre régime spécial de retraites est annoncé, ne peut être perçu que comme du double langage. Les gaziers et électriciens n'ont d'ailleurs pas la mémoire courte. Ils se souviennent qu'un de vos prédécesseurs avait promis en 2004, alors qu'il était Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, que jamais Gaz de France ne serait privatisée : or, il a mis en œuvre la privatisation une fois élu Président !

Plus largement, nul ne comprend en quoi le fait de découper EDF la rendrait plus efficace et contribuerait à avoir une entreprise telle qu'EDF meilleure pour les citoyens et les salariés. Car c'est bien cela la seule finalité qui devrait nous guider collectivement : améliorer la situation des usagers et des salariés. On voit bien en revanche l'intérêt des banques-conseils qui espèrent de généreuses commissions à la clé. . .

FO Énergie et Mines le redit donc clairement. Nous sommes opposés à ce projet Hercule de démantèlement d'EDF et nous demandons, ainsi qu'exprimé plus haut, une régulation du nucléaire qui fasse cesser la spoliation d'EDF. C'est cela l'urgence !

S'agissant d'Engie, la situation est tout aussi critique. La fin des tarifs réglementés de vente est inscrite dans le projet de loi énergie-climat tandis que la loi PACTE a supprimé tout seuil de détention minimal de capitaux publics, toutes choses que FO conteste.

Parallèlement, Engie met en œuvre une stratégie visant à réduire la part d'emplois statutaires, soit en vendant des activités historiques (exploration-production ou contrats de GNL), soit en les filialisant (informatique), soit encore en les sous-traitant dans des pays à bas coût (activités commerciales), ce qui est encore plus scandaleux pour une entreprise dont la part de capitaux publics reste à ce jour encore significative. Là encore, quand on se souvient des engagements pris par les gouvernements précédents, en particulier sur le maintien du statut des IEG pour les personnels en place et les futurs embauchés, on mesure l'écart abyssal par rapport à la situation actuelle.

L'électricité, mais aussi le gaz sont au cœur de notre modèle de service public républicain. Et tous les éléments que je viens d'évoquer créent une situation tendue. Elle le sera encore plus quand le Gouvernement dévoilera son projet de destruction de notre régime spécial de retraites qui engendrera un recul social historique pour les salariés.

C'est d'ailleurs manifestement pour cela que ces annonces ont été à plusieurs reprises reportées. Mais nul ne peut concevoir que les salariés resteront les bras croisés face à cette régression programmée.

C'est pourquoi, Monsieur le Président de la République, au vu de cette situation industrielle très inquiétante et d'une situation sociale qui va se durcir avec le dossier des retraites, nous sollicitons un entretien avec vous.

Cette démarche n'est pas habituelle, mais nous pensons que la situation décrite précédemment, qui correspond au ressenti des salariés, le justifie d'autant plus qu'il s'agit là d'un secteur stratégique pour notre pays auquel vous n'êtes certainement pas indifférent.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de ma considération distinguée.